Grosses délivrées **REPUBLIQUE FRANCAISE**

aux parties le : AU NOM DU PEUPLE FRANCAIS

COUR D'APPEL DE PARIS

Pôle 2 - Chambre 3

ARRÊT DU 03 NOVEMBRE 2014

(n° 14/ , 5 pages)

Numéro d'inscription au répertoire général : **13/09511**

Décision déferée à la Cour : Jugement du 29 Mars 2013 -Tribunal de Grande Instance de SENS - RG n° 10/00206

APPELANTES

Compagnie d'assurances MAIF, prise en la personne de ses représentants légaux

200 avenue Salvador Allende

79060 NIORT CEDEX 9

Association LES COCHONS SAUVAGES, prise en la personne de ses représentants légaux

17 rue de la Contrôlerie

89510 PASSY

Représentées par Me Cyril FERGON de la SELAS ARCO LEGAL, avocat au barreau de PARIS, toque : J135

Assistées de Me Sarah NHARI, avocat plaidant pour la SELAS ARCO LEGAL, avocat au barreau de PARIS, toque : J135

INTIMES

Monsieur Frédéric ~~DOROTTE~~

~~2 rue Edgar Quinet~~

~~10100 ROMBLEY SUR SEINE~~

Représenté par Me Michel LIET, avocat au barreau de PARIS, toque : A0601

Assisté de Me Claude COUTURIER de la SCP COUTURIER-PLOTTON-VANGHEESDAELE-FARINE, avocat au barreau de TROYES

CAISSE DE PREVOYANCE ET DE RETRAITE DU PERSONNEL DE LA SNCF, prise en la personne de ses représentants légaux

17, avenue du Général Leclerc

13347 MARSEILLE CEDEX 20

Représentée par Me Carole BAZZANELLA, avocat au barreau de PARIS, toque : B0206

Ayant pour avocat plaident Me Cyril GUITTEAUD, avocat au barreau de SENS, lequel a déposé son dossier de plaidoirie

COMPOSITION DE LA COUR :

En application des dispositions de l'article 786 et 907 du code de procédure civile, l'affaire a été débattue le 29 Septembre 2014, en audience publique, les avocats ne s'y étant pas opposés, devant Madame Catherine COSSON, Conseillère faisant fonction de présidente, entendue en son rapport et Madame Marie-Britte FREMONT, Conseillère.

Ces magistrats ont rendu compte des plaidoiries dans le délibéré de la Cour, composée de :

Madame Catherine COSSON, Conseillère faisant fonction de présidente

Madame Marie-Britte FREMONT, Conseillère

Madame Madame Marie-France MAGNIN, Conseillère

Greffier, lors des débats : Mme Nadia DAHMANI

ARRÊT : CONTRADICTOIRE

- par mise à disposition de l'arrêt au greffe de la Cour, les parties en ayant été préalablement avisées dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article 450 du code de procédure civile.

- signé par Madame Catherine COSSON, Conseillère faisant fonction de présidente et par Mme Nadia DAHMANI, greffier présent lors du prononcé.

Le 22 avril 2007, Monsieur Frédéric DORVILLE, salarié de la SNCF, a été victime d'un accident alors qu'il participait à une randonnée en VTT organisée à VILLENEUVE SUR YONNE par l'association 'Les Cochons Sauvages' assurée auprès de la MAIF.

Monsieur Frédéric DORVILLE et la Caisse Nationale de Prévoyance et de retraite du personnel de la SNCF, son organisme de sécurité sociale, ont saisi le tribunal de grande instance de SENS aux fins de voir déclarer la responsabilité de l'association 'les cochons sauvages' dans cet accident et d'obtenir réparation des dommages survenus.

Par ordonnance du 26 octobre 2011, le juge de la mise en état du tribunal de grande instance de SENS a ordonné un transport sur les lieux qui a fait l'objet d'un procès-verbal daté du 6 décembre 2011.

Par jugement en date du 29 mars 2013, le tribunal de grande instance de SENS a :

- déclaré l'association 'Les cochons sauvages' entièrement responsable des conséquences dommageables de l'accident dont Monsieur Frédéric DORVILLE a été victime,

- dit que la MAIF devra, ès-qualités d'assureur de l'association 'les cochons sauvages' garantir la réparation des conséquences dommageables dudit accident,

- avant dire droit sur la réparation du préjudice en résultant, ordonné une expertise médicale confiée au Docteur FORT,
- condamné la MAIF à payer à Monsieur Frédéric DORVILLE la somme de 2 500 € à titre de provision à valoir sur la réparation de son préjudice résultant de l'accident,
- condamné la MAIF à verser à la Caisse de Prévoyance et de retraite du personnel de la SNCF, organisme de sécurité sociale de Monsieur Frédéric DORVILLE, la somme de 27 421,70 € à titre de provision à valoir sur les sommes versées au titre des frais médicaux et d'hospitalisation ainsi qu'au titre des salaires et charges patronales.

La MAIF et l'association 'Les cochons sauvages' ont relevé appel du jugement, étant cependant précisé que cette dernière a été dissoute selon procès-verbal d'assemblée générale du 18 septembre 2010.

Dans ses dernières conclusions signifiées le 3 septembre 2014, la MAIF demande à la Cour, infirmant le jugement entrepris en toutes ses dispositions, de dire qu'elle n'est pas tenue à réparation du dommage subi par Monsieur Frédéric DORVILLE, de débouter ce dernier et la Caisse de prévoyance et de retraite du personnel de la SNCF de l'ensemble de leurs demandes ainsi que de les condamner à lui payer la somme de 4 000 € au titre de l'article 700 du code de procédure civile et aux entiers dépens.

La MAIF soutient que, contrairement à ce qu'a retenu le tribunal, l'association 'Les cochons sauvages' n'a pas manqué à son obligation de moyen dans le cadre de l'organisation de la randonnée à VTT, manifestation sportive qui se distingue d'une compétition sportive dès lors qu'il s'agit d'une randonnée cycliste ouverte à tous, sans objectif de compétition et sans classement. Au soutien de ce moyen, elle rappelle les dispositions des articles 1er et 8 du décret du 18 octobre 1955 ainsi que celles de l'article 68 du décret du 1er décembre 1959. Elle en conclut qu'elle a donc pris les mesures de sécurité préalable à la randonnée conformément à ces textes et aux instructions de la sous-préfecture auprès de laquelle elle avait déclaré cette manifestation.

La MAIF ajoute que la responsabilité de l'organisateur d'une manifestation sportive est contractuelle et suppose, quand le créancier est actif, la faute prouvée du débiteur. Elle soutient donc que Monsieur Frédéric DORVILLE connaissait les risques encourus lors d'une randonnée à VTT - qui diffère d'une simple promenade en vélo - et que son rôle actif n'est donc pas discutable. Elle en conclut que les diligences de sécurité par elle accomplies lui ont permis de remplir son obligation de moyen.

Elle conteste l'absence de visibilité du virage retenue par le tribunal et la faute qu'elle aurait commise puisqu'elle avait indiqué celui-ci par une flèche fluorescente alors même que, s'agissant d'un chemin communal, la commune n'avait placé aucun panneau particulier de dangerosité.

Subsidiairement la MAIF soutient que Monsieur Frédéric DORVILLE a commis des fautes à l'origine de son dommage en ne maîtrisant pas sa vitesse dans la descente comme l'atteste la trajectoire de sa chute.

Dans ses dernières conclusions signifiées le 7 octobre 2013, la Caisse de Prévoyance et de retraite du personnel de la SNCF demande à la Cour de confirmer le jugement entrepris y ajoutant la revalorisation à 1 015 € de l'indemnité forfaitaire prévue par l'article L 376-1 du code de la sécurité sociale et la condamnation de la MAIF à lui payer la somme de 2 500 € au titre de l'article 700 du code de procédure civile outre les dépens.

Elle rappelle qu'il résulte des pièces produites en première instance que l'association organisatrice a manqué à son obligation de sécurité de moyens en ne mettant en place aucun dispositif de

signalisation et de protection pour les participants et en n'indiquant aucun danger sur le 'road book', aucune acceptation des risques ne pouvant être opposée à Monsieur Frédéric DORVILLE.

Dans ses dernières conclusions signifiées le 13 juin 2014, Monsieur Frédéric DORVILLE demande à la Cour de confirmer le jugement entrepris en toutes ses dispositions y ajoutant, par appel incident, de porter à 5 000 € le montant de la provision allouée et de condamner en conséquence la MAIF à lui payer cette somme outre 3 000 € au titre de l'article 700 du code de procédure civile et les entiers dépens.

Monsieur Frédéric DORVILLE rappelle que l'organisateur de manifestations sportives est tenu à une obligation de sécurité de moyens, quelle que soit la nature de la manifestation sportive et soutient que la vision des photographies démontre l'absence de visibilité du virage situé au pied d'une pente abrupte de 19% de dénivelé justifiant la nécessité d'une signalisation adéquate en amont du virage comme le souligne le procès-verbal de transport sur les lieux alors que l'association organisatrice ne s'était contentée que d'une flèche indiquant le chemin et non signalant un danger.

Il conteste avoir commis une quelconque faute d'imprudence puisque le tribunal a exactement retenu qu'il lui était impossible d'anticiper un freinage important avant le virage faute de visibilité suffisante.

CELA ÉTANT EXPOSÉ, LA COUR :

Sur la responsabilité

Considérant que Monsieur Frédéric DORVILLE a été victime le 22 avril 2007 d'un accident alors qu'il participait à une randonnée en VTT organisée à Villeneuve sur Yonne par l'association 'Les Cochons Sauvages', depuis dissoute, et assurée auprès de la MAIF ; qu'il a manqué un virage à droite situé en bas d'une pente herbeuse et caillouteuse et a été projeté sur la route en contre-bas ;

Considérant qu'il résulte des pièces produites aux débats que cette randonnée n'avait aucun objectif de performance, ne comprenait aucun classement et avait pour seul but de procurer un parcours de loisirs à des participants sans aucune limite d'âge ; qu'en outre, l'association organisatrice avait régulièrement déclaré cette randonnée auprès des autorités préfectorales conformément aux dispositions de l'article 8 du décret n° 55-1366 du 18 octobre 1965 ; que le récépissé de cette déclaration n'a donné lieu à aucune injonction de signalisation particulière par le sous-préfet de Sens ;

Considérant, en conséquence, que l'association n'a pas organisé une manifestation sportive ; qu'elle n'était donc tenue qu'à une obligation de moyens concernant la sécurité des participants à cette activité de loisirs ; que si cette obligation est renforcée lorsque l'activité pratiquée présente des risques particuliers, elle doit cependant être appréciée au regard du degré d'autonomie des participants et du rôle plus ou moins actif que requiert l'activité organisée ;

Considérant qu'il résulte de l'examen des photographies produites aux débats que la pente de 19% au bas de laquelle se trouve le virage que Monsieur Frédéric DORVILLE dit ne pas avoir vu, n'est pas suffisamment raide pour justifier une signalisation spécifique informant de l'existence de celui-ci d'autant qu'un 'vététiste' averti comme l'appelant ne pouvait ignorer que, lors d'une descente et quelle que soit sa déclivité, un obstacle peut surgir et qu'il convient donc de freiner ; que l'association organisatrice avait placé une flèche jaune fixée au sol en bas de la pente et donc indiquant le changement de direction, balisage dont il n'est pas contesté que la signification en avait été donnée aux participants à la randonnée ;

Considérant, en outre, qu'il résulte du procès-verbal de transport sur les lieux, comme l'a d'ailleurs rappelé le tribunal, que l'amorce du virage était 'bien visible' à 50 mètres; que la visibilité était donc

suffisante pour aborder celui-ci en toute sécurité dès lors qu'il était loisible d'anticiper la manoeuvre d'approche grâce à un freinage progressif adapté ;

Considérant que Monsieur Frédéric DORVILLE admet lui-même ne pas avoir freiné au motif que son attention était attirée par la présence de cailloux sur le chemin ; qu'il est pourtant de la nature même d'un chemin de VTT de ne pas être bitumé ; que ce chemin caillouteux aurait dû justement l'inciter à freiner d'autant plus qu'il disposait d'une liberté de manoeuvre suffisante pour éviter ces cailloux en roulant sur la partie herbeuse et aborder en toute prudence le virage litigieux suffisamment visible à l'avance ;

Considérant, dès lors, que Monsieur Frédéric DORVILLE a commis une faute d'inattention et d'imprudence sur un chemin de randonnée VTT de configuration habituelle pour ce type d'activité sans que l'association organisatrice ait manqué à son obligation de moyens en ce qui concerne la sécurité des participants dès lors que les lieux ne présentaient aucune dangerosité particulière et que le virage était signalé avec une visibilité suffisante;

Considérant, en conséquence, que le jugement sera infirmé en toutes ses dispositions ;

Sur l'article 700 du code de procédure civile

Considérant qu'il serait inéquitable de laisser à la charge de l'appelante l'intégralité des frais exposés par elle et non compris dans les dépens ; qu'il lui sera alloué la somme de 2 000 € au titre de l'article 700 du code de procédure civile outre les dépens de première instance et d'appel.

PAR CES MOTIFS

Infirme le jugement en toutes ses dispositions,

Et statuant à nouveau,

Déboute Monsieur Frédéric DORVILLE et la Caisse de Prévoyance et de retraite du personnel de la SNCF de toutes leurs demandes,

Condamne *in solidum* Monsieur Frédéric DORVILLE et la Caisse de Prévoyance et de retraite du personnel de la SNCF à payer à la MAIF la somme de 2.000 € en application de l'article 700 du code de procédure civile,

Condamne *in solidum* Monsieur Frédéric DORVILLE et la Caisse de Prévoyance et de retraite du personnel de la SNCF aux dépens d'appel qui seront recouverts conformément aux dispositions de l'article 699 du code de procédure civile.

LA GREFFIÈRE LA PRÉSIDENTE